La place des descentes sur les côtes françaises dans la politique de William Pitt l'Ancien (1757-1758)

Edmond Dziembowski

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/470>

DOI : 10.4000/abpo.470

ISBN : 978-2-7535-1508-6

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2007

Pagination : 119-131

ISBN : 978-2-7535-0598-8

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Edmond Dziembowski, « La place des descentes sur les côtes françaises dans la politique de William Pitt l'Ancien (1757-1758) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 114-4 | 2007, mis en ligne le 30 décembre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/470> ; DOI : 10.4000/abpo.470

La place des descentes sur les côtes françaises dans la politique de William Pitt l'Ancien (1757-1758)

Edmond DZIEMBOWSKI

Maître de conférences à l'Université de Franche-Comté
Laboratoire des Sciences Historiques (EA 2273)

Considérées dans le cadre planétaire de la guerre de Sept Ans, les descentes anglaises¹ sur les côtes de France apparaissent de prime abord comme des épisodes secondaires. Mobilisant des effectifs limités pour des opérations de courte durée, ces expéditions, au mieux, se soldèrent par un coup d'éclat sans lendemain (la prise de Cherbourg en août 1758), et, au pire, par de terribles humiliations (le fiasco de Rochefort en septembre 1757 et le désastre de Saint-Cast en septembre 1758)². En définitive, leur histoire pourrait très bien se résumer à la plaisanterie qui courut en Angleterre après l'échec de Rochefort : pris d'un accès de vandalisme teinté de snobisme, le ministère britannique s'employait à briser des fenêtres en utilisant des guinées comme projectiles³.

Loin d'être anecdotique, ce trait d'humour nous mène directement au problème que posent ces descentes aux historiens de la guerre de Sept Ans. Tandis que la situation en Amérique semblait réclamer des mesures fortes, pourquoi avoir dispersé les énergies en promouvant ces expéditions

1. L'appellation « descentes anglaises » est inexacte, puisque, comme chacun sait, le royaume d'Angleterre a cédé la place en 1707 au royaume de Grande-Bretagne. Pour la commodité de l'exposé, j'ai néanmoins choisi de conserver une expression qui avait cours à l'époque de la guerre de Sept Ans. Pour les sujets de Louis XV (comme d'ailleurs pour beaucoup de Français d'aujourd'hui) « Anglais » et « Britannique » étaient interchangeables.

2. Il n'est question, dans les pages qui suivent, que des descentes anglaises de 1757-1758. L'opération de Belle-Île (1761) appartient en effet à un tout autre contexte. Lors des négociations de paix qui devaient s'ouvrir avec la France, Belle-Île était destinée à être échangée contre l'île de Minorque, prise par les Français en juin 1756.

3. Cité par MIDDLETON, Richard, *The Bells of Victory. The Pitt-Newcastle Ministry and the Conduct of the Seven Years' War 1757-1762*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 84, qui attribue l'expression « breaking windows with guineas » à Henry Fox, rival de Pitt.

coûteuses et hasardeuses ? Pourquoi, alors que l'humiliation de Rochefort militait pour un arrêt immédiat de cette stratégie, s'être obstiné pendant une année entière en lançant trois nouveaux raids sur les côtes françaises ? Au centre de ce questionnement se tient la figure du promoteur de ces opérations, William Pitt l'Ancien, secrétaire d'État au département du sud de novembre 1756 à avril 1757, et de juin 1757 à octobre 1761. L'œuvre ministérielle de Pitt et, plus largement, son parcours d'homme politique ont fait l'objet d'un vaste débat chez les historiens anglo-saxons⁴. À la lumière de ces travaux, il convient d'examiner la stratégie mise sur pied par Pitt en la confrontant au cadre politique et au débat public qui l'ont vue naître. Comme il sera loisible de le souligner, les positionnements partisans sur la politique étrangère ainsi que l'ambition affichée par Pitt de gouverner d'une manière ostensiblement différente de celle de ses prédécesseurs conditionnèrent dans une large mesure ces descentes qui, en leur temps, ont été décrites sous le ton de l'ironie.

Dans son étude consacrée à la conduite de la guerre de Sept Ans, R. Middleton estime que les opérations sur les côtes de France ont été « la contribution la plus distinctive de Pitt au conflit⁵ ». Revenu au pouvoir le 29 juin 1757 après une éphémère expérience ministérielle (novembre 1756-avril 1756)⁶, Pitt ne tarda pas, en effet, à apposer sa marque aux hostilités. Jusqu'à son retour aux affaires, les principaux théâtres d'opération, du côté britannique, étaient l'Amérique du Nord, cause première de la guerre de Sept Ans, et l'Inde, où s'affrontaient les troupes des compagnies française et anglaise. En Allemagne, où le conflit s'était étendu après l'offensive de la Prusse contre la Saxe (août 1756), l'Angleterre se contentait de payer une armée d'observation chargée de défendre l'Électorat de Hanovre. À ce canevas, Pitt apporta une nouveauté de taille. Il reprit à son compte une suggestion émise quelques mois plus tôt par Frédéric II. Confronté à la menace d'une intervention simultanée des troupes de la Maison d'Autriche, de la France, de la Suède et de la Russie, le roi de Prusse demandait que l'Angleterre, son alliée, soulageât sa position en lançant une opération de diversion qui obligerait Louis XV à rappeler une partie de ses troupes engagées en Allemagne⁷. Dès la mi-juillet 1757, Pitt obtint le soutien du roi et du Cabinet pour son premier projet de descente, dont l'objectif était

4. Voir DZIEMBOWSKI, Edmond, « Autour du premier Pitt : l'histoire politique de l'Angleterre au XVIII^e siècle », dans LACHAUD, Frédérique, LESCENT-GILES, Isabelle, RUGGIU, François-Joseph (dir.), *Histoires d'outre-Manche. Tendances récentes de l'historiographie britannique*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2001, p. 102-120.

5. MIDDLETON, Richard, *The Bells of Victory...*, *op. cit.*, p. 84.

6. Pitt occupait alors le poste de secrétaire d'État au sud dans le Cabinet dirigé par le duc de Devonshire. Congédié en avril 1757 par George II, Pitt fut à nouveau appelé aux affaires le 29 juin 1757 au sein d'un ministère de coalition rassemblant les whigs gouvernementaux du duc de Newcastle et les pittites. Cette coalition Pitt-Newcastle resta pratiquement inchangée jusqu'à la démission de Pitt, en octobre 1761.

7. WILLIAMS, Basil, *The Life of William Pitt, Earl of Chatham*, Londres, Longmans, Green and Co, 1913, I, p. 303-304.

Rochefort. Aussitôt, Frédéric fut informé de l'imminence d'une « puissante diversion » sur les côtes françaises⁸.

Ce n'est que le 8 septembre que l'expédition commandée par Sir John Mordaunt et escortée par la flotte de l'amiral Hawke quitta Portsmouth pour gagner son objectif. Le 3 octobre, elle était de retour, l'oreille basse : la « puissante diversion » avait fait long feu. Divisés sur les chances d'un débarquement, les officiers de l'armée de terre passèrent le gros de leur temps à reconnaître le terrain et à discuter. Finalement, ils décidèrent de faire demi-tour. L'envoyé anglais à Berlin, Andrew Mitchell, rendit compte de l'effet de ce fiasco sur l'image de son pays : « jusqu'alors, les Anglais étaient enviés et détestés en Europe. Maintenant, on les méprise⁹ ».

Pendant l'hiver, alors que se préparaient les plans de campagne pour l'année 1758, Frédéric II exigea une participation militaire effective de l'Angleterre à la guerre d'Allemagne. Pour des raisons que je développerai plus bas, Pitt fit la sourde oreille. Résigné, le roi de Prusse suggéra de poursuivre les opérations de diversion sur les côtes françaises. La prudence prévalait à Londres : Pitt se rallia à l'avis du Premier Lord de l'Amirauté, l'amiral Anson, qui estimait que l'expédition de Rochefort, en dégarnissant la défense des côtes britanniques, avait été un coup très risqué. Désormais, l'aire d'intervention serait limitée au secteur de la Manche. Le 19 mai, une réunion ministérielle fixa le lieu de la nouvelle descente : l'objectif était Saint-Malo. L'attaque « obligera l'ennemi à conserver une grande force » dans le secteur¹⁰. Anson prit personnellement le commandement de la flotte chargée d'escorter le corps expéditionnaire commandé par Marlborough et Howe. Débarqués le 5 juin dans la baie de Cancale, les *redcoats* ne parvinrent pas à prendre Saint-Malo. Mais, avant de se retirer, ils détruisirent l'essentiel des navires corsaires français. L'humiliation de Rochefort était en partie lavée.

Décidés à continuer d'harcéler les Français, Pitt et ses collègues lancèrent une nouvelle opération. Le nouveau raid fut un succès total : le 8 août 1758, les Anglais entraient dans Cherbourg. Après s'être rendus maîtres d'une trentaine de navires français, avoir emporté une vingtaine de canons ainsi que les cloches de la ville et détruit les installations portuaires, les soldats britanniques rembarquèrent pour l'Angleterre, où ils furent reçus en héros, les gazettes allant jusqu'à comparer l'expédition de Cherbourg aux plus grands exploits de la guerre de Cent Ans. L'euphorie fut pourtant de courte durée. Poussé par ce succès, le Cabinet britannique osa une dernière descente. Espérant prendre par surprise les Français en attaquant un secteur déjà visité, le général Bligh choisit d'opérer un nouveau raid contre Saint-Malo. Débarquée à Saint-Briac, son armée commença sa marche quand elle apprit l'arrivée de forces importantes commandées par le duc d'Aiguillon. Prudemment, Bligh décida de replier ses forces. La bataille

8. MIDDLETON, Richard, *The Bells of Victory...*, *op. cit.*, p. 27.

9. *Ibidem*, p. 41.

10. *Ibid.*, p. 69.

s'engagea au moment où les troupes britanniques s'apprêtaient à rembarquer. Elle fit, du côté anglais, 750 tués, blessés et prisonniers ¹¹. Le désastre de Saint-Cast marqua la fin des opérations sur les côtes françaises.

Quel bilan tirer de ces opérations ? Les navires, les cloches et les canons rapportés de l'expédition de Cherbourg étaient des trophées assez dérisoires en comparaison des risques encourus et des sommes dépensées. Ces opérations, en effet, étaient très onéreuses. L'expédition de Rochefort à elle seule coûta près d'un million de livres sterling ¹². Doit-on se résigner à conclure par la boutade sur les vitres brisées ? Non point, mais l'action de Pitt a fait l'objet de révisions d'une telle ampleur depuis une vingtaine d'années qu'il est parfois difficile de déceler les lignes de force de sa politique. C'est ainsi que les résultats immédiats des descentes sont toujours l'objet d'âpres discussions. En 1985, dans une étude contestant la tradition historiographique qui voyait en Pitt un stratège infaillible, R. Middleton affirmait que ces raids n'eurent guère de conséquences sur les effectifs de l'armée française qui combattait en Allemagne ¹³. Cette thèse est-elle en passe d'être contestée ? Toujours est-il que la récente synthèse de N. A. M. Rodger sur la *Royal Navy* s'aligne à nouveau sur les positions défendues par les historiens du début du ^{xx}^e siècle : pour Rodger, la diversion ardemment souhaitée par Frédéric II aurait bel et bien eu les effets escomptés ¹⁴.

Mais s'agissait-il uniquement d'opérations de diversion ? Dans une étude parue en 1995, J. Woodbridge propose une interprétation extraordinaire du projet de descente à Rochefort ¹⁵. L'expédition britannique aurait été préparée en étroite concertation avec le prince de Conti. Brouillé avec Louis XV et devenu un opposant résolu, Conti soutenait les Parlements de France dans leur lutte contre le « despotisme ministériel ». Selon Woodbridge, l'activité de Conti allait bien au-delà de cet appui donné aux magistrats : le prince préparait une vaste insurrection protestante dans le royaume de France. Elle devait éclater tandis que l'armée du roi était occupée en Allemagne et sur les côtes françaises. Loin d'être une simple diversion, le débarque-

11. Chiffres fournis par MIDDLETON, Richard, *The Bells of Victory...*, *op. cit.*, p. 82. Les sources françaises les plus fiables estiment à 732 ou 734 le nombre des seuls prisonniers capturés sur la plage de Saint-Cast, à 3 000 celui des Britanniques n'ayant pu rembarquer au moment du début de la bataille (HARDOUIN, P., docteur, « L'organisation des secours aux blessés de la Bataille de Saint-Cast [11 septembre 1758] », *Nouvelle revue de Bretagne*, 1947, n° 6, p. 450-451 ou LA CONDAMINE, Pierre de, *L'épopée de la Bretagne. Un jour d'été à Saint-Cast*, Guérande, Le Bateau qui vire, 1977, p. 97). Sans doute la vérité se situe-t-elle entre ces deux estimations.

12. PETERS, Marie, *The Elder Pitt*, Londres, Longman, 1998, p. 90.

13. MIDDLETON, Richard, *The Bells of Victory...*, *op. cit.*, p. 84-85.

14. RODGER, N. A. M., *The Command of the Ocean. A Naval History of Britain 1649-1815*, Londres, Allen Lane, 2004, pp. 270-271. Pour cet auteur, les descentes ont également eu une conséquence importante sur l'évolution de la construction de navires de débarquement. Le nouveau type de bateau mis au point au printemps 1758 allait devenir le modèle standard des expéditions amphibies ultérieures (*Ibid.*, p. 419-420).

15. WOODBRIDGE, John D., *Revolt in Pre-Revolutionary France. The Prince de Conti's Conspiracy against Louis XV, 1755-1757*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1995.

ment anglais aurait eu donc pour objectif de soutenir la cause huguenote et même de saper les bases de la monarchie absolue ! Ce programme, qui paraît sortir d'un roman d'Alexandre Dumas, laisse perplexe¹⁶. L'on sait que Pitt était un ennemi résolu de l'intolérance et qu'il fit parfois l'apologie de l'opposition parlementaire française à la Chambre des Communes. Mais, peut-on conclure qu'il souhaitait profiter de la guerre pour aider les huguenots, et même contribuer à déclencher une espèce de révolution en France ? Compte tenu du climat politique régnant en Angleterre et de la situation militaire très précaire de la Grande-Bretagne, tout porterait plutôt à croire que ses préoccupations étaient bien plus prosaïques.

Restent pourtant quelques faits troublants. En tout premier lieu, l'on notera que le point de débarquement de Rochefort était situé à proximité des communautés huguenotes du sud-ouest de la France¹⁷. En second lieu, les autorités françaises s'attendaient manifestement à une action violente des protestants¹⁸. Le journal de Barbier offre un son de cloche concordant : la menace d'une révolte protestante qui risquait d'embraser un pays en proie aux querelles politiques aurait, selon Barbier, poussé Louis XV à se réconcilier avec le Parlement de Paris¹⁹. L'exemple de la révolte des Camisards pendant la guerre de Succession d'Espagne montrait d'ailleurs la force que pouvait prendre un soulèvement protestant quand les armées du roi étaient occupées sur d'autres théâtres d'opérations. Il y a encore mieux : pendant la guerre de Succession d'Autriche, un informateur français à Londres fit état du projet d'une « descente facile à exécuter sur les côtes de Normandie » qui présente de fortes analogies avec le prétendu plan de subversion Conti-Pitt :

« L'on fait voir une puissante diversion et l'obligation où la France seroit de diviser ses armées. D'ailleurs on a représenté que réussissant dans cette partie du royaume, les autres provinces remplies de protestants suivroient bientôt l'exemple²⁰. »

16. Woodbridge ne parvient pas à produire une seule pièce attestant sans l'ombre d'un doute que les objectifs de Londres étaient de provoquer un soulèvement protestant. À l'appui de ses dires, l'historien cite, par exemple, une lettre adressée à Pitt qui contient ces mots mystérieux : « I have been to receive His Majesty's Commands, in relation to what you know » (*ibidem*, p. 101). Le « what you know » peut certes désigner le projet protestant. Cette formule peut également s'appliquer, tout simplement, à l'opération de diversion.

17. Point mis en exergue par Jonathan Dull, qui semble souscrire en partie à la thèse de Woodbridge (DULL, Jonathan R., *The French Navy and the Seven Years' War*, Lincoln et Londres, University of Nebraska Press, 2005, p. 84-85).

18. Dès décembre 1756, Louis XV donne ordre au lieutenant de Police Berryer de s'informer de l'état de la communauté huguenote. Son rapport est très alarmiste : la situation serait explosive en Saintonge (exceptée La Rochelle), en haut et bas Languedoc et dans les Cévennes (WOODBRIDGE, John D., *Revolt...*, *op. cit.*, p. 79).

19. BARBIER, Edmond, *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV*, Paris, Charpentier, 1857, VI, p. 584-585 (septembre 1757).

20. Archives du ministère des Affaires étrangères, Correspondance Politique, Angleterre, 422, f° 30 r°-v°, lettre de Londres du 28 janvier 1746.

Le témoignage d'un homme qui était proche de Pitt, Thomas Hollis²¹, est également digne d'attention. En novembre 1762, Hollis commente les préliminaires de paix et propose son contre-projet. Sur les questions territoriales, Hollis est très proche des positions intransigeantes que Pitt défend alors aux Communes²². Or, ce document comporte une clause étonnante : « que les mariages des protestants français soient officiellement reconnus et que leurs réunions ne souffrent plus des dragonnades²³ ». Quand on sait que Pitt et Hollis se rencontraient souvent au début de la guerre, l'on est en droit de se demander si le secrétaire d'État ne rêva pas de se poser en défenseur du protestantisme en Europe. Même si l'on écarte certaines déclarations intempestives du général Mordaunt, dont le sens est trop obscur pour que l'on puisse en tirer des enseignements²⁴, un dernier élément semblerait confirmer cette hypothèse. C'est en effet pendant l'été 1757 que commencent à se multiplier dans les documents gouvernementaux des formules telles que « la défense de la liberté et de la religion²⁵ ». Ces mots s'appliquent-ils à la guerre en Allemagne, qui voit deux puissances catholiques affronter la Prusse protestante ? Ou désigneraient-ils plutôt les auxiliaires secrets de l'Angleterre au royaume de Louis XV ? Faute de sources permettant, en l'état actuel des recherches, de corroborer les hypothèses de Woodbridge, l'on en restera à ces points d'interrogation.

Passons à la place des descentes anglaises dans la stratégie mise sur pied au cours de l'été 1757. Ces opérations étaient étroitement liées aux idées que Pitt avait défendues avant son arrivée au pouvoir, lorsqu'il s'opposait avec véhémence à la politique menée par le duc de Newcastle. Et c'est ici que la politique intérieure interfère sérieusement avec les options militaires. Entré en opposition à partir de l'automne 1754, Pitt devint en quelques mois le chef de file du courant patriote, position qu'il avait déjà occupée au milieu des années 1740. Unissant au Parlement les whigs mécontents et les tories, le groupe des patriotes était viscéralement hostile à toute politique favorisant l'Électorat de Hanovre, et, partant, était fermement opposé à l'intervention de la Grande-Bretagne dans la guerre d'Allemagne.

21. Sur Thomas Hollis et ses liens avec Pitt, voir DZIEMBOWSKI, Edmond, *Les Pitt. L'Angleterre face à la France 1708-1806*, Paris, Perrin, 2006, p. 86-88 et 237-238.

22. Après sa démission en octobre 1761, Pitt resta à l'écart de la vie publique pendant un an. Il sortit de son silence le 9 décembre 1762, lors du débat parlementaire sur les préliminaires de paix. Pitt estimait que ces préliminaires étaient trop favorables aux Français.

23. HOLLIS, Thomas, *Memoirs of Thomas Hollis*, éd. F. Blackburne, Londres, 1780, I, p. 179.

24. *The Grenville Papers : Being the Correspondence of Richard Grenville Earl Temple, K. G., and the Right Hon: George Grenville, Their Friends and Contemporaries*, éd. W. J. Smith, Londres, John Murray, 1852-1853, I, p. 224-225, Charles Jenkinson à Grenville, Whitehall, 22 octobre 1757. Jenkinson estime que Mordaunt a perdu la tête : « He said that he believed that it was the greatest attempt that England had made since the days of Edward the Third. »

25. MIDDLETON, Richard, *The Bells of Victory...*, *op. cit.*, p. 27.

L'avènement du premier souverain de la dynastie des Hanovre, en 1714, fit entrer de plain-pied les affaires allemandes dans la politique étrangère de la Grande-Bretagne. Soucieux de défendre leur Électorat, George I^{er} (1714-1727), puis George II (1727-1760) en vinrent naturellement à susciter le mécontentement de certains de leurs sujets britanniques. Le groupe des patriotes, présent dans les deux Chambres, était le porte-parole de cette fraction de l'opinion extraparlémentaire qui condamnait toute entorse faite à la sacro-sainte défense des intérêts maritimes et coloniaux de la Grande-Bretagne²⁶. La guerre de Succession d'Autriche vit le premier affrontement majeur entre l'option allemande, soutenue par George II, et la *blue water policy* défendue par les patriotes : c'est alors que Pitt outragea le roi en plein Parlement en qualifiant le Hanovre de « méprisable Électorat ». Ce dérapage verbal valut à Pitt l'inimitié de George II pendant de longues années.

L'origine extra-européenne de la guerre de Sept Ans donna un nouvel élan à la critique patriote de la politique étrangère du Cabinet anglais. Rappelons ici que le conflit, que les historiens américains nomment la *French and Indian War*, éclata au Nouveau Monde près de deux ans avant la déclaration de guerre de l'Angleterre à la France²⁷. Compte tenu de l'escalade militaire en Amérique, il était probable, dès l'été 1755, que cet affrontement colonial déboucherait sur une guerre franco-anglaise. Le Hanovre redevint alors un facteur de division du monde politique de première importance. Pour George II, il était en effet urgent de protéger l'Électorat menacé d'une invasion française en trouvant des alliés continentaux. La Convention de Westminster (16 janvier 1756), qui nouait une alliance avec la Prusse, paraissait régler la question : le Hanovre étant désormais sous bonne garde, le Cabinet britannique était en mesure de concentrer ses efforts outre-Atlantique. Le premier traité de Versailles entre la France et la Maison d'Autriche (mai 1756) et l'offensive de Frédéric II contre la Saxe (août 1756) rendirent pourtant caducs les plans britanniques. Étant donné le rapport de force né du Renversement des Alliances, une intervention française en Allemagne était plus que jamais à craindre. Signé le 1^{er} mai 1757, le second traité de Versailles engageait désormais Louis XV à soutenir militairement Marie-Thérèse dans sa lutte contre la Prusse. Au retour aux affaires de Pitt, la guerre de Sept Ans avait pris sa physionomie définitive : le conflit maritime et colonial se doublait désormais d'une guerre européenne dont le théâtre était l'Empire.

26. Voir WILSON, Kathleen, *The Sense of the People. Politics, Culture and Imperialism in England, 1715-1785*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

27. Le début de la *French and Indian War* date de l'incident de frontière dans la vallée de l'Ohio opposant les troupes du capitaine Jumonville aux Virginiens du jeune George Washington (26 mai 1754). Sur la *French and Indian War*, voir ANDERSON, Fred, *Crucible of War. The Seven Years' War and the Fate of Empire in British North America, 1754-1766*, Londres, Faber and Faber, 2000, et FOWLER, William M., *Empires at War : The French and Indian War and the Struggle for North America, 1754-1763*, New York, Walker & Company, 2005.

Lorsqu'il prit la tête de l'opposition au ministère du duc de Newcastle, entre 1754 et 1756, Pitt n'eut de cesse de dénoncer les « mesures incohérentes, non-britanniques²⁸ » qui, en favorisant le Hanovre, devaient, à ses yeux, conduire à la ruine les colons anglais d'Amérique, ce peuple « trop longtemps insulté, trop longtemps négligé, trop longtemps oublié²⁹ ». Cette phraséologie patriote exprimée avec éloquence à la Chambre des Communes lui avait alors valu le ralliement progressif des tories, notamment de l'*Alderman* de la cité de Londres et député aux Communes William Beckford. La dénonciation des prétendues dérives hanovriennes de la politique étrangère l'avait également rapproché de l'héritier présomptif au trône, le jeune Prince de Galles, et de son mentor Lord Bute. À l'instar de Pitt, Bute et le futur George III regardaient le Hanovre comme un boulet qui portait préjudice à l'effort de guerre nécessaire à la défense des colonies d'Amérique.

Lors de sa première expérience ministérielle (novembre 1756-avril 1757), Pitt fut déjà confronté au problème épineux du respect de la ligne patriote. L'assise parlementaire du ministère était fragile. Pitt ne pouvait vraiment compter que sur le groupe des tories et sur sa poignée de partisans whigs. Confronté à l'extension du conflit au continent, le secrétaire d'État devait pourtant se plier aux faits : il fallait protéger le Hanovre, qui était menacé par l'armée du roi de France. Pitt résolut le problème en réclamant des Communes l'octroi de 200 000 livres pour l'entretien d'une armée d'observation composée de troupes allemandes chargées de défendre l'Électorat. La ligne patriote paraissait maintenue : l'Angleterre s'abstenait d'intervenir directement dans le conflit continental. La réalité était pourtant plus complexe. En acceptant de financer une armée au Hanovre, Pitt venait d'avouer à mots couverts que la Grande-Bretagne ne pouvait plus se désintéresser de la guerre d'Allemagne.

Démis de ses fonctions en avril 1757 par George II, Pitt dut son retour au pouvoir à l'action des tories qui déclenchèrent une campagne de soutien en sa faveur³⁰. Lors des négociations menant à la formation de la coalition ministérielle Pitt-Newcastle, les liens qu'il entretenait avec la Cour de Leicester House – celle du Prince de Galles – furent également un atout précieux. L'alliance ministérielle conclue entre Pitt et le duc de Newcastle était en effet un mariage de raison. Étant donné l'âge avancé de George II, l'avènement du Prince de Galles était peut-être imminent. En formant une coalition gouvernementale avec un homme de confiance du prince héritier, Newcastle espérait conserver sa place sous le nouveau règne³¹. La position de Pitt, à son retour aux affaires, n'en était pas moins délicate. Ses

28. WALPOLE, Horace, *Memoirs of King George II*, éd. J. Brooke, New Haven & Londres, Yale University Press, 1985, II, p. 71 (discours de Pitt du 13 novembre 1755).

29. *Ibidem*, II, p. 70.

30. Voir LANGFORD, Paul, « William Pitt and Public Opinion », *English Historical Review*, LXXXVIII, 1973, p. 54-80 et DZIEMBOWSKI, Edmond, *Les Pitt...*, *op. cit.*, p. 96-100.

31. Newcastle savait que le Prince de Galles le détestait. Dans une de ses lettres à Bute, le futur George III écrivait que Newcastle et ses amis politiques étaient des « mirmidons

deux soutiens essentiels, les tories du Parlement et la Cour de Leicester House, exigeaient le respect strict de la ligne patriote : non-engagement en Allemagne, mobilisation maximale en Amérique. Membre d'un gouvernement de coalition dont plusieurs membres éminents, comme Newcastle ou Holderness, étaient favorables à une intervention en Allemagne, Pitt était contraint de composer ou de se démettre. L'on comprend pourquoi il accueillit aussi favorablement la suggestion de Frédéric II. En lançant des opérations de diversion, Pitt restait fidèle aux vues qu'il avait défendues dans l'opposition. Mieux : en attaquant la France sur ses côtes, il concrétisait ce qui, avec le temps, était devenu un des dogmes de l'opposition patriote, à savoir la vocation naturelle de l'Angleterre à contrôler les espaces maritimes. La stratégie de diversion, en somme, était l'option patriote par excellence. En témoignent les réactions du Prince de Galles et de Bute, qui, jusqu'à l'été 1758, se montrèrent très satisfaits de ces opérations³². En témoignent également les réflexions de William Beckford. Le 10 juillet 1758, celui-ci adressa à Pitt une longue lettre où il exprimait son avis sur les opérations militaires en cours. Évoquant les succès britanniques en Afrique, la victoire de Crefeld et le demi-succès de l'expédition de Saint-Malo, l'allié du ministre se faisait également l'écho de l'opinion :

« Toutes ces bonnes nouvelles sont attribuées à vous et à vous seul. Telle est la voix unanime du peuple [...]. Les personnes désintéressées avec lesquelles je converse [...] pensent qu'une invasion sur les côtes françaises est praticable, et que la force navale de l'ennemi ne peut vraiment être affaiblie qu'en anéantissant les navires et les magasins par de fréquentes invasions [...]. Nous avons actuellement de grandes forces capables d'entreprendre des opérations encore plus importantes à cet instant critique où les armées françaises sont pleinement occupées en Allemagne [...]. Ces diversions feront plus de bien à la cause commune que l'envoi de gros effectifs en Allemagne et aux Pays-Bas.

Mon opinion est qu'il y a du vrai dans ce raisonnement. Je crois sincèrement que notre situation présente nous permet d'attaquer les côtes françaises et de financer largement l'armée de Hanovre. Vous m'avez fait le plaisir de m'avertir de l'envoi de douze escadrons de cavalerie à l'armée du Prince Ferdinand. J'approuve cette mesure qui me semble juste, et j'approuverai l'envoi de renforts de cavalerie à cette armée, qui semble en manquer [...]. Mais je me permets de vous conseiller de ne pas abandonner les tentatives sur les côtes françaises [...]. Même si ces entreprises ne réussissent pas, elles auront néanmoins l'avantage de provoquer des diversions et, par cet embarras, empêcheront l'ennemi d'écraser nos alliés par des forces supérieures³³. »

of the blackest kind » (*Letters from George III to Lord Bute 1756-1766*, éd. R. Sedgwick, Londres, Macmillan, 1939, p. 6, le Prince de Galles à Bute, début juin 1757).

32. Le Prince de Galles exprima son contentement à la nouvelle de la prise de Cherbourg : « Nothing can give me truer joy than the appearance of our affairs in France; I flatter myself that with the assistance of Divine Providence we may show that unjust nation that England is still more than a match for her. » (*Ibidem*, p. 11, le Prince de Galles à Bute, 11 août 1758.)

33. *Correspondence of William Pitt, Earl of Chatham*, éd. W. S. Taylor, J. H., Pringle, Londres, John Murray, 1838-1840, I, p. 328-330, William Beckford à Pitt, Fonthill, 10 juillet 1758.

Ces réflexions de Beckford ont été couchées sur le papier à un moment-clé de l'histoire de la stratégie britannique. Jusqu'au début du printemps, Pitt était resté fidèle à la ligne patriote mise sur pied en juillet 1757. L'on connaît ses mots célèbres prononcés le 14 décembre aux Communes : jamais, affirma-t-il, « il ne ferait verser une seule goutte de notre sang sur les bords de l'Elbe ». Pitt avait parlé un peu vite. Comme je l'ai déjà signalé, Frédéric II exigea en effet la participation des troupes britanniques à la guerre d'Allemagne. Pitt se montra intraitable : le 23 février 1758, il menaça de démissionner si ses collègues s'alignaient sur les vues du roi de Prusse. À cette date, la stratégie de diversion sur les côtes de France était plus que jamais à l'ordre du jour.

Et pourtant, en l'espace de quelques mois, le ministre effectua une volte-face pour le moins extraordinaire. Pitt, en effet, accomplit le tour de force de renier un des fondements essentiels du dogme patriote en politique étrangère tout en donnant l'impression, comme le montre la lettre de Beckford, qui approuve l'envoi de troupes en Allemagne, qu'il restait fidèle à la *blue water policy*.

Le ralliement à l'intervention allemande se fit à pas de loup. Le 11 avril 1758, par le second traité de Westminster, l'Angleterre s'engagea à verser annuellement un subside de 670 000 livres à la Prusse. La Grande-Bretagne envoya alors un petit détachement au port d'Emden : c'était une timide entorse à la règle sacro-sainte du non-engagement. À cette date, tout indique que Pitt s'était rallié à l'idée de l'intervention en Allemagne. L'envoi de troupes se justifiait pleinement. Même si elle était commandée par un officier brillant, Ferdinand de Brunswick, l'armée chargée de défendre le Hanovre était d'un faible appoint pour l'allié prussien. Pitt attendit cependant que les conditions fussent propices pour se décider. Les bonnes nouvelles en provenance d'Allemagne étaient rassurantes. La victoire de Ferdinand de Brunswick à Rheinberg (13 juin 1758) fut reçue favorablement en Angleterre : l'anti-hanovrianisme de l'opinion commençait à se craqueler. Craignant les critiques de ses alliés politiques, Pitt attendit néanmoins que le Parlement fût mis en vacances pour franchir le Rubicon. Le 24 juin, il donna son accord à l'envoi de 5 000 hommes en Allemagne. Quelques jours plus tard, alors que circulait en Angleterre la nouvelle de la victoire de Crefeld, l'effectif fut porté à 9 000 soldats. L'Angleterre était parvenue à un tournant stratégique majeur.

Au même moment, l'effort de guerre en Amérique commençait à porter ses fruits. Le 26 juillet, les troupes britanniques s'emparèrent de Louisbourg. Cette conquête laissait espérer une offensive décisive au Canada. Dans un tel contexte, les descentes en France, ce vestige de la stratégie patriotique mise sur pied un an plus tôt, étaient-elles appelées à perdurer ? Outre l'*aggiornamento* au sujet de l'Allemagne, Pitt avait pris une autre décision lourde de conséquences. C'est en 1758 que commença à prendre forme ce qui allait rester comme l'image de marque du ministère de William Pitt : la guerre à outrance. Afin de porter un coup fatal à l'économie de l'ennemi,

Pitt décida de lancer des attaques sur des possessions françaises qui, jusqu'alors, étaient restées à l'abri du conflit. Le premier objectif fut le Sénégal, point de départ du trafic négrier de la France. Le 1^{er} mai, les Anglais s'emparèrent de fort Louis. Suivant un avis que Beckford lui transmitt au début de septembre³⁴, Pitt prépara une expédition encore plus audacieuse aux Antilles. Arrêtons-nous sur cette nouvelle missive de Beckford. Lorsqu'on la compare à celle qui a été citée plus haut, et qui, on s'en souvient, préconisait toujours les opérations de diversion, il est clair que l'allié de Pitt, en l'espace de deux mois, a fait son deuil des descentes en France. À nul moment celles-ci ne sont mentionnées. Reniement de la ligne patriote ? L'on assiste plutôt à l'extension de cette doctrine à l'échelle du globe. À partir de l'été 1758, avec l'affirmation de la puissance britannique, les raids sur les côtes françaises apparaissaient de plus en plus dérisoires en comparaison des opérations en Afrique et aux Antilles. L'heure du ministre patriote avait sonné.

Les expressions « ministre patriote » et « ministre du peuple » commencèrent à se répandre à partir de 1758. Cette formule reflétait une réalité : l'extraordinaire osmose entre un politicien et la nation britannique. S'il est un aspect original de l'action de Pitt, c'est bel et bien le souci affiché de préserver une notoriété de ministre intègre, tenant strictement ses engagements et gouvernant pour le bien de la collectivité. Les idées politiques de Pitt sont en partie responsables de cette attention au qu'en dira-t-on. Profondément influencé par un corpus idéologique peu ou prou républicain, Pitt attachait une grande importance à ce qu'il appelait « la voix de l'Angleterre »³⁵. Cette *vox populi* était néanmoins une arme à double tranchant. En 1746, alors qu'il apparaissait comme le politicien le plus populaire du royaume, Pitt vit s'effondrer ce soutien du public lorsqu'il accepta un poste lucratif au ministère. Tout indique que sa conduite ultérieure fut marquée par cet événement traumatisant. En 1756, rentré en grâce auprès de l'opinion, Pitt fut propulsé aux affaires par un cri public véhément, qui réclamait la mise en application de la ligne patriote en matière internationale. Et le nouveau ministre s'efforça par tous les moyens de tenir parole. En s'ajoutant aux considérations purement partisans (le soutien du Parlement) et tactiques (l'appui du prince héritier), la prise en compte de l'opinion extra-parlementaire favorable à la *blue water policy* permet de saisir dans leur globalité les fondements politiques des descentes sur les côtes françaises.

34. *Correspondence of William Pitt, Earl of Chatham*, I, p. 352-354, Beckford à Pitt, Fonthill, 11 septembre 1758.

35. Sur ce point essentiel qu'il est impossible d'exposer ici dans le détail, je me permets de renvoyer à mon étude (DZIEMBOWSKI, Edmond, *Les Pitt...*, op. cit., p. 52-66 sur les fondements idéologiques du pittisme et p. 123-140 sur l'application de ces idées pendant le « ministère du peuple »). Voir également l'étude importante de PETERS, Marie, *Pitt and Popularity. The Patriot Minister and London Opinion during the Seven Years' War*, Oxford, Clarendon Press, 1980, xvi-309 p.

Considérée à l'aune de ces réactions de l'opinion extra-parlementaire, la nouvelle de la prise de Louisbourg, connue en Angleterre en septembre 1758, semble avoir autant scellé le sort des descentes en France que le désastre de Saint-Cast. Écoutons l'avis d'un partisan de Pitt, Thomas Hollis :

« J'écris pour vous informer de la prise de Louisbourg, un événement que nous devons à la Providence, à la bravoure et à la sagesse des officiers, des soldats et des marins, et surtout à WILLIAM PITT. Cet événement est d'après moi et selon les plus honnêtes Anglais, d'une plus grande importance que ne le serait l'acquisition de la totalité des électors allemands³⁶. »

Nul doute que, pour Hollis, l'événement était aussi « d'une plus grande importance » que les opérations coûteuses et risquées sur les côtes de France.

•

Les descentes anglaises de 1757-1758 correspondent aux premiers pas ministériels d'un personnage dont la marge de manœuvre était particulièrement étroite. Tant pour des raisons partisans (le soutien du Parlement) que personnelles (la préservation d'une notoriété), Pitt était condamné à gouverner d'une manière nettement différente de celle de ses prédécesseurs. Promoteur tout autant que produit de la lecture patriote des hostilités, Pitt n'avait d'autre issue que de concevoir une stratégie conforme aux principes qu'il défendait, principes qui recueillaient l'approbation d'un nombre important de Britanniques. La volte-face sur l'Allemagne, puis l'arrêt des raids côtiers furent vite oubliés. L'heure des victoires avait sonné, et, dans un bel élan unanime, les patriotes fêtaient les exploits des *redcoats* aux colonies et les faits d'armes des Britanniques sur le vieux continent. À l'automne 1758, la page des descentes était tournée.

Définitivement tournée? Si Pitt réussit à unir le Parlement et le pays derrière la bannière patriote et s'il parvint à préserver sa notoriété de ministre droit et intègre, son revirement de 1758 marqua toutefois la fin de son alliance avec le Prince de Galles. L'annonce de l'intervention en Allemagne jeta un premier froid dans les relations entre le ministre et la Cour de Leicester House. L'arrêt des opérations après Saint-Cast discrédita totalement le ministre aux yeux du prince héritier, qui estimait avoir été trahi. En décembre 1758, le futur George III envoya à son mentor, Lord Bute, ces mots pleins d'amertume et de menaces : Pitt « semble avoir oublié que, tôt ou tard, arrivera le jour où il devra être traité selon ses mérites³⁷ ». Ces phrases, qui portaient en elles le programme du règne à venir, nous montrent que les conséquences politiques des descentes furent bien plus importantes qu'on ne l'imagine généralement.

36. HOLLIS, Thomas, *Memoirs...*, op. cit., I, p. 80, septembre 1758. Le nom du destinataire est inconnu.

37. *Letters from George III to Lord Bute*, p. 18, George à Bute, 8 décembre 1758.

RÉSUMÉ

La première décision que prit William Pitt à son arrivée aux affaires fut de lancer l'opération contre Rochefort. De juillet 1757 à septembre 1758, il n'eut de cesse de promouvoir les descentes sur les côtes de France. Si ces mesures avaient pour premier objectif de contenter Frédéric II de Prusse, l'allié de la Grande Bretagne, qui souhaitait des opérations de diversion, le contexte politique intérieur s'avère néanmoins déterminant pour comprendre ces opérations. Pitt entendait consolider son assise au Parlement, ménager son allié politique, le Prince de Galles, et, enfin, préserver son image d'homme fidèle à ses idées. Ses raids sur les côtes de France prouvaient son attachement au principe de non-intervention dans la guerre d'Allemagne qu'il avait défendu lorsqu'il était à la tête de l'opposition patriote.

ABSTRACT

The first measure taken by the new Secretary of State William Pitt was the coastal raid against Rochefort. Between July 1757 and September 1758, Pitt was the infatigable advocate of coastal raids. Their first objective was to content Britain's ally, Frederick of Prussia, who wanted operations of diversion. But Britain's political context helps us to understand Pitt's policy. Firstly, Pitt wanted to strengthen his parliamentary forces. Secondly, he had to satisfy his political ally, the Prince of Wales. Finally, he tried to preserve the image of a politician who was faithful to his ideas. His raids on the French coast proved his fidelity to the principle of non-involvement in Germany that he championed when he was leading the Patriot opposition.